

TIMOR ORIENTAL.

**Des réfugiés sont en danger
alors que débute le
programme de rapatriements**
Index AI : ASA 21/183/99

Alors que les rapatriements aériens vers Dili commencent, Amnesty International a exprimé aujourd'hui (8 octobre 1999) son inquiétude devant le fait que les réfugiés qui feraient part de leur souhait de quitter la partie occidentale de l'île pour le Timor oriental risquent de s'exposer à des actes d'intimidation et à des attaques de la part des milices.

« S'ils ne sont pas correctement protégés dans les camps contre les attaques des milices, les réfugiés risquent des représailles s'ils annoncent leur souhait de retourner chez eux, a déclaré Amnesty International.

« Soumis à de tels actes d'intimidation et attaques, de nombreux réfugiés pourraient ne pas être en mesure de faire leur choix librement et en toute connaissance de

cause. »

L'organisation de défense des droits humains est vivement préoccupée par l'idée que le programme de transmigration, annoncé par le gouvernement indonésien et destiné aux Est-Timorais souhaitant être réinstallés en Indonésie, pourrait exposer ceux-ci à des risques supplémentaires d'atteintes aux droits humains en les mettant dans une situation où ils auraient à prendre parti en faveur de l'intégration ou de l'indépendance. De plus, en vue de concrétiser leurs revendications territoriales au Timor oriental, les dirigeants des milices se sont engagés à organiser le retour des réfugiés présents dans les camps qui sont sous leur contrôle.

Amnesty International invite le gouvernement indonésien à autoriser d'urgence le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et les

autres organisations humanitaires à se rendre librement et sans contrainte dans les camps de réfugiés au Timor occidental. Il est en effet nécessaire que la sécurité des réfugiés puisse être assurée, et que leur soit fournie l'assistance humanitaire dont ils ont absolument besoin.

Dans le même temps cependant, Amnesty International attire l'attention sur le fait que les conditions doivent être réunies pour que les réfugiés puissent retourner au Timor oriental dans la sécurité et la dignité.

« La situation au Timor oriental est loin d'être sûre et peut ne pas satisfaire aux besoins élémentaires des réfugiés en matière d'assistance humanitaire, ajoute l'Organisation. La communauté internationale doit veiller à ce que les équipements et les mesures de sécurité soient telles qu'elles permettent d'accueillir les réfugiés. »

Pour obtenir davantage d'informations ou recevoir notre nouveau document sur le Timor oriental intitulé *Les réfugiés en danger* (index AI : ASA 21/180/99), veuillez contacter le service de presse d'Amnesty International à Londres au 44 171 413 5566 ou visiter notre site web : <http://www.amnesty.org>